



## RASSEMBLEMENT EQUIPEMENT DU 10 MARS 2008

**S**ans **P**ersonnel, **R**égression « **C**hochiale\* »  
et

**F**aire l'**U**nité **S**yndicale et mener l'act**ION**

*\* Toute allusion à un succès cinématographique est fortuite*

120 cheminots des EVEN de tous collèges avec des représentants d'autres services de la région sont venus interpellier le chef de projet et les DET de PB et GB sur le projet de réorganisation des EVEN et ses conséquences à l'appel des organisations syndicales CGT, SUD et UNSA.

En préliminaire des débats, seule la CGT a fait une déclaration (approuvée par les autres organisations syndicales) réaffirmant l'opposition des agents à ce projet de réorganisation à grande échelle et ses conséquences :

### **SPRC quelles**

**conséquences ?** : malgré l'annonce que cela serait applicable à 100% sur l'ensemble des lignes de la région en 2010, aucun document d'organisation n'est validé.

Néanmoins, si cela était acté, cela engendrerait des modifications importantes tant sur nos métiers que sur l'organisation du travail mais aussi pour les usagers par la suppression massive de trains, pour réaliser des travaux de maintenance.

Cela sans compter l'impact des cadencements de la ligne A du RER et ceux envisagés en fin d'année sur les lignes normandes.

### **Travaux de régénération à**

**quelles fins ?** : Quasiment rien de plus, malgré des infrastructures de plus en plus vieillissantes qui génèrent des situations de plus en plus difficiles à gérer...

### **POURQUOI REMETTRE EN CAUSE NOS STRUCTURES ?**

En tout état de cause, cela ne nécessite pas pour autant de revoir le redécoupage de l'ensemble des structures territoriales comme ils l'envisagent au travers de leur projet de fusion par la suppression de :

- 1 EVEN
- 2 UP voie
- 1 UP SE
- 4 secteurs voie
- 2 secteurs SE
- 6 brigades voie
- 2 équipes SE

Ce qui est sûr c'est que la direction est toujours en incapacité de nous prouver le bien fondé de cette réorganisation. Peut être tout simplement parce qu'ils ne sont pas du tout convaincu de son efficacité, mais la réduction des coûts économiques est la priorité absolue.

Par ailleurs, la CGT a refusé de participer aux groupes de travail compte tenu qu'aucune marge de manœuvre n'était possible. Preuve en est : les groupes de travail ont été obligés de revoir leur copie à plusieurs reprises.

**Depuis plusieurs années, la CGT alerte sur les difficultés rencontrées au quotidien par les agents de l'équipement qui ne peuvent plus assurer la production dans des conditions de travail et de sécurité optimum.**

**Le manque de moyens humains et matériel est au centre de nos difficultés et entraîne:**

- Des conditions de travail dégradées
- Des déprogrammations permanentes,
- Une influence négative sur les départs en formation,
- Une plus grande pénibilité au travail

- Des situations de quasi accidents voir beaucoup plus graves...

Dès la présentation de ce projet de réorganisation, la CGT a insisté sur ces difficultés.

A ce jour aucune réponse ne permet de modifier positivement cette situation. En effet, aucun effectif supplémentaire n'est prévu dans ce projet, au contraire, ce sont 18 postes supprimés sur les «EVEN».

De nombreuses incertitudes demeurent sur le partage des missions entre les différentes brigades et notamment les missions de sécurité.

**Les conditions d'intervention seront concurrentielles** : La direction reconnaît indirectement qu'à terme les brigades et équipes seront en concurrence avec le privé.

Pour la CGT, la maintenance doit être réalisée exclusivement par l'Infra, il devrait en être de même pour les travaux avec les moyens humains et matériels correspondants.

**En l'état actuel, la CGT réaffirme que ce projet est tout simplement inacceptable.**

Par contre, la CGT avec les cheminots présents ont exigé de mettre en corrélation l'effectif présent avec les différents cadres d'organisation actuels des établissements concernés. **Concrètement ce sont 40 emplois qui nous manquent aujourd'hui dans nos brigades et équipes par rapport au Cadre d'Organisation** (qui est décidé unilatéralement par la direction). Le besoin réel étant bien plus conséquent ; pour la CGT, il s'élève à une moyenne de 3 à 4 agents par brigade et 1 à 2 par équipe SE, SM...

Ce projet se traduit par la dégradation des conditions de travail et aura un impact important sur les conditions de vie familiale.

**La CGT s'oppose :**

**A toute remise en cause du travail en 4 nuits du Lundi au vendredi (obtenu par la CGT lors du passage aux 35h) ; celui-ci doit au contraire être généralisé pour tous types de travaux.**

Au regard de la chute conséquente des effectifs sur le terrain, le nombre de nuit en moyenne agent a fortement évolué (de nombreux agents tournent à plus de 100 nuits par an) et ceci avant la mise en place du cadencement.

**Nous proposons que les parcours d'astreinte soient cohérents tant en nombre d'agents par roulements que géographiquement avec des parcours permettant une certaine réactivité.** Cela est loin d'être le cas dans ce projet du fait de la

suppression de plusieurs parcours et du redécoupage de d'autres.

**La CGT exige :**

**En terme de sécurité**, ils font abstraction des particularités de la région avec bon nombre d'installations différentes, la densité des circulations et l'impact sécurité qui en découle par une mobilité très accrue pour l'ensemble des agents.

**Sur le budget outillage**, c'est le flou artistique ou le partage de la misère actuelle puisque aucune garantie de financement à ce jour n'est connue comme pour bon nombre de locaux.

**Rémunération** : Pour la CGT, aucun cheminot ne doit subir de perte de pouvoir d'achat, la CGT a rappelé qu'il va falloir qu'ils abandonnent toute remise en cause du régime particulier des agents de la voie, revaloriser de manière conséquente les codes primes de travail, maintenir les acquis qui ont été reconnus par les précédentes directions.

**La CGT ainsi que les cheminots présents ont rappelé leur opposition à cette restructuration et ses conséquences au travers de multiples exemples.**

Ils attendent de la direction des réponses concrètes à leurs légitimes revendications.

**La direction s'étant uniquement engagée à revoir les organisations syndicales rapidement en donnant des réponses notamment sur l'emploi.**

*Pour la CGT ; la mobilisation des cheminots des EVEN a marqué une première étape, la direction doit mesurer que les cheminots ne laisseront pas faire cette réorganisation au vu de ses conséquences.*

**La CGT a proposé aux autres organisations syndicales un nouvel échange à l'issue de la rencontre avec la direction régionale.**

**En tout état de cause la CGT informera les cheminots des éléments nouveaux comme elle l'a fait depuis le début.**

## RESTONS VIGILANTS ET MOBILISES

*J'adhère à la CGT :*

NOM :

Prénom :

Lieu de travail :

*A remettre à un militant CGT*